

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 02/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur 

IMERYS GLOMEL

Hameau de Guerphalès
22110 Glomel

Références : 2025.002
Code AIOT : 0005502171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement IMERYS GLOMEL implanté Hameau de Guerphalès 22110 Glomel. L'inspection a été annoncée le 18/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS GLOMEL
- Hameau de Guerphalès 22110 Glomel
- Code AIOT : 0005502171
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

A la date de l'inspection, la société IMERYS GLOMEL est autorisée à exploiter une carrière d'andalousite par arrêté préfectoral du 3 août 2018 modifié le 12 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 3.1.4.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection des Bassins	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.5.7.	Sans objet
2	Plan de surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.1.2.	Sans objet
3	Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.1.3.	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.4.1.	Sans objet
5	AMÉNAGEMENT DE LA VERSE OUEST	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.6.	Sans objet
6	PAYSAGE VERSE OUEST	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 12	Sans objet
7	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 6.2.1.1.	Sans objet
8	NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	AP Complémentaire du 12/10/2020, article 8	Sans objet
9	Auto surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.7.	Sans objet
10	VALEURS	AP Complémentaire du 12/10/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX TRAITÉES REJETÉES	article 3	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection met en évidence des points de vigilance sur les envols de poussières sur la verse du Sabès et sur le seuil de détection du paramètre demande chimique en oxygène (DCO) dans le cadre de l'auto-surveillance des eaux rejetées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des Bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 7.5.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des Bassins
Prescription contrôlée : L'accès aux bassins ou plans d'eau doit être interdit par une clôture ou tout moyen équivalent. Des panneaux doivent indiquer l'interdiction de pénétrer, le risque d'enlèvement et de noyade. Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie...) doivent être présents à proximité.
Constats : Lors de l'inspection, il est constaté la présence de clôture autour des zones dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.1.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de surveillance des émissions de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières dans l'environnement. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend a minima les 7 stations de mesures aux lieux-dits suivants : « Guermeur », « Kersioc'h », « Kerbiquet », « Kergroaz », « Guerphalès », « Le Faouedic » et « Kersaizy ». Les stations du plan de surveillance sont représentées sur le plan du secteur présenté en annexe du présent arrêté.

L'emplacement des stations de mesures peut être amené à évoluer selon l'avancement de l'exploitation. Une justification précise est alors apportée.
Constats : L'exploitant fournit les rapports de mesures de retombées de poussières pour l'année 2023, qui concluent au respect des valeurs limites. Pour rappel, le rapport doit indiquer la typologie de chaque point de mesure.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures et de suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant l'emplacement des stations de mesures défini à l'article 9.2.1.2. présenté en annexe 7 et dans le dossier. En fonction de l'avancement de l'exploitation et de sa configuration, le suivi des retombées de poussières est effectué sur l'ensemble des stations de mesures ou sur une partie d'entre elles seulement. Ce choix sera alors précisément expliqué et justifié dans le bilan annuel prévu à l'article 9.4.1. du présent arrêté. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées de poussières. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé garantir la représentativité des échantillons prélevés et assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées aux stations de suivi (proches riverains ou personnes sensibles) du plan de surveillance. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif définie ci-dessus, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur objectif prévue ci-dessus, et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 9.4.1. du présent arrêté la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 9.4.1. du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant fournit les rapports de mesures de retombées de poussières pour l'année 2023, qui concluent au respect de la valeur limite. L'exploitant précise que l'installation possède un tracteur équipé d'une tonne à eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.4.1.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation
--

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;
- les bords de la fouille ;
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- le positionnement des fronts ;
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.

Constats :

L'exploitant fournit le plan topographique d'exploitation sur fond cadastral de 2023 qui comporte les éléments prévus.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : AMÉNAGEMENT DE LA VERSE OUEST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 5.2.6.
--

Thème(s) : Risques chroniques, AMÉNAGEMENT DE LA VERSE OUEST
--

Prescription contrôlée :

[...] la verse Ouest doivent disposer de la mise en place :

- d'un drainage sous la verse,
- d'une couche d'étanchéité avec les fines de dépoussiérage (PS) dont la perméabilité est inférieure à 10-8 m/s,
- d'un drainage destiné à récupérer les eaux percolant dans les stériles,
- d'un dépôt des stériles par couches de 10 mètres d'épaisseur avec une pente extérieure de 26° sur l'horizontale. Entre chaque couche, un redan plat de 2 mètres environ doit être créé pour permettre le recueil des eaux de ruissellement après couverture,

<ul style="list-style-type: none"> • d'une couverture d'étanchéité puis de 15 cm de terres végétales sur les parties achevées.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté les aménagements sur la Verse Ouest:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le système de drainage, avec la couverture d'étanchéité, permettant de récupérer les eaux percolant dans les stériles, • le dépôt de stériles par couches de 10 mètres et le redan plat de 2 mètres entre chaque couche.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : PAYSAGE VERSE OUEST

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PAYSAGE VERSE OUEST</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Verse Ouest <p>Le mode opératoire pour la construction de la verse Ouest se base sur des paliers de 10 m de hauteur avec la conservation d'un redan plat (berme) de 2 m de large avant le palier suivant et une pente maximale de 26° sur l'horizontale.</p> <p>Sur les parties saillantes, aux abords du hameau de Kersaisy et ponctuellement le long de son accès, la largeur des bermes sera accentuée afin d'atténuer l'effet de surplomb sans modifier le principe d'édification retenu. Dans ces secteurs, les bermes pourront atteindre jusqu'à 10 m de large.</p> <p>Côté Est, seules les bermes des paliers supérieurs seront ainsi élargies, afin d'atténuer la pente perçue dans les vues lointaines depuis le nord (pour lesquelles c'est la partie supérieure de la verse qui est perçue), tout en conservant un effet de rétrécissement fort depuis la RD n°85 au droit de la séquence de passage entre les deux verses (verse de Kerroué et verse Ouest).</p> <p>Une rampe étroite (une largeur de 1 m à 1,5 m est suffisante pour un sentier) sera aménagée sur le flanc de la verse afin d'anticiper sur le rétablissement du sentier de randonnée et l'accès au sommet. Il ne nécessitera aucun aménagement spécifique avant l'étape de remise en état.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limitation de l'emprise de la verse Ouest : La verse Ouest sera reculée d'environ 125 mètres par rapport à sa position initiale. Les dépôts des stériles se feront sur l'ensemble des parcelles prévues dans l'emprise de cette verse. Seule la parcelle H 596 restera vierge. • Optimisation de la silhouette ; • Végétalisation : atténuation de la linéarité du sommet et de l'étagement des bermes, renforcement de l'effet de rétrécissement au droit de la RD n°85.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté que la construction de la Verse Ouest se base sur des paliers de 10 mètres avec un redan plat de 2 mètres entre chaque couche de stériles. La première phase de dépôts de stériles est en cours.</p> <p>L'exploitant précise que les travaux d'extension de cette verse sont prévus en phase 2 et que les dépôts de stériles se feront sur l'ensemble des parcelles prévues en phase 3.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émergence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 6.2.1.1.
--

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émergence
--

Prescription contrôlée :

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque la carrière et ses installations annexes sont en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (carrière et ses installations annexes à l'arrêt). Cette émergence est mesurée conformément à la méthodologie définie par dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié susvisé.

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau suivant, dans les zones à émergence réglementée :

tableau

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté d'autorisation et de leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...),
 - les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation,
 - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.
- Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan en annexe 6 au présent arrêté.

Constats :

L'exploitant fournit le rapport de mesures de la situation acoustique de août 2023 qui conclut au respect des valeurs limites d'émergence.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 8
--

Thème(s) : Risques chroniques, NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Prescription contrôlée :

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété du site d'exploitation (carrière et installations de traitement) les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

tableau

<p>Du fait que plusieurs installations classées sont situées au sein de la carrière, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de la carrière y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, respecte les valeurs limites ci-dessus.</p> <p>La durée d'apparition d'un bruit particulier de la carrière, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de la carrière dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le rapport de la situation acoustique de août 2023 qui conclut au respect des niveaux limites de bruit en limite de propriété du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Auto surveillance des niveaux sonores

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 9.2.7.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une mesure de la situation acoustique, uniquement des émergences, sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, au niveau des points de contrôle : « Kervennnou », « Guermeur », « Le Faouedic », « Guerphalès », « Kergroas », « Kersioc'h », « Kerbiquet » et « Kersaizy » mentionnés sur la carte en annexe, puis tous les ans. Une diminution de la fréquence de mesures sans que celle-ci ne soit inférieure à 3 ans pourra être envisagée sur demande de l'exploitant à la condition que les résultats ne mettent pas en évidence de dépassement dans les zones à émergence réglementée. La mesure au niveau des points de contrôle susmentionnés pour lesquels il est établi l'absence de tiers peut ne pas être réalisée. L'exploitant doit être en mesure de le justifier auprès de l'inspection des installations classées. Ces mesures doivent être effectuées par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les mesures soient représentatives de toutes les activités présentes sur le site (concassage, foration, transport, traitement,.....). Le compte-rendu des mesures doit préciser les installations en fonctionnement lors du contrôle des niveaux sonores.</p> <p>En cas de dépassement des seuils limites d'émergence, la mesure de la situation acoustique devra être complétée par des mesures en limite de propriété afin d'identifier l'origine des dépassements. L'exploitant devra adresser les mesures prises ou envisagées pour respecter les seuils d'émergence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le rapport de mesures acoustiques de 2023, les mesures sont réalisées sur les 8 points de mesures prévus, les périodes d'activité et d'arrêt sont précisées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX TRAITÉES REJETÉES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX TRAITÉES REJETÉES

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux d'exhaure dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.

Le rejet n°1 identifié à l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

	Valeurs limites de rejets – Concentration (mg/L)									
	DCO	MES	Hydrocarbures totaux	Sulfates	Al	Co	Fe	Mn	Ni	Zn
Tous les mois de l'année	25	25	2,5	1800	0,5	0,4	0,5	10	0,4	0,4

	Valeurs guide	Valeurs limites maximales de rejets – Flux								
--	---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--

		(kg/j)									
	Débit max (m ³ /j)	DCO	MES	Hydrocarbures totaux	Sulfates	Al	Co	Fe	Mn	Ni	Zn
Janvier	16000	280	156	9	30542	7,2	5,5	7,6	155	5,5	5,5
Février	16000	280	156	9	30287	7,2	5,5	7,6	155	5,5	5,5
Mars	11000	280	156	9	20729	5,0	5,5	7,6	124	5,5	5,5
Avril	8400	280	156	9	15733	3,8	5,5	7,6	94	5,5	5,5
Mai	5500	280	156	9	10748	2,5	5,5	7,6	65	5,5	5,5
Juin	3300	280	156	9	5980	1,5	5,5	7,6	35	5,5	5,5
Juillet	1700	240	156	9	3105	0,8	5,5	7,6	18	5,5	5,5
Août	1100	166	156	9	2145	0,5	5,5	7,6	13	5,5	5,5
Septembre	1300	196	156	9	2532	0,6	5,5	7,6	15	5,5	5,5
Octobre	3750	280	156	9	6945	1,7	5,5	7,6	41	5,5	5,5
Novembre	7500	280	156	9	14486	3,4	5,5	7,6	87	5,5	5,5
Décembre	12800	280	156	9	24161	5,8	5,5	7,6	145	5,5	5,5

Les valeurs guide ne sont pas des valeurs limites maximales. Elles pourront être dépassées pour permettre le soutien d'étiage tout en respectant les flux et concentrations fixés ci-dessus.

Le procédé de traitement final du manganèse doit être opérationnel au plus tard le 31 décembre

2023. À compter du 1er janvier 2024, la valeur seuil de concentration du rejet en manganèse est fixée à 2 mg/l.

Le rejet n°2 identifié à l'article 4.3.5. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018 ne devra en aucun cas dépasser les valeurs limites suivantes :

Paramètres	Concentration maximale journalière (mg/L)
pH	6,5– 8,5
DCO	30
MES	25
Hydrocarbures	10
Sulfates	1800
Aluminium et composés	1
Fer et composés	2
Manganèse et composés	1

Les valeurs limites de concentration figurant dans les deux tableaux précédents sont respectées pour tout échantillon brut et non décanté prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures. Pour les métaux, la mesure correspond à la mesure totale comprenant les formes particulières et dissoutes. Dans le cas de prélèvement instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration maximale journalière.

En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites admissibles sur 24 heures.

Pour tous les paramètres visés dans cet article dans le cadre de l'autosurveillance journalière, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Constats :

L'exploitant fournit l'auto-surveillance des eaux rejetées sur l'année 2023, aucune valeur moyenne ne dépasse les valeurs limites pour l'ensemble des paramètres.

Sur le tableau des relevés journaliers, il est constaté quelques écarts minimes pour le paramètre pH et Fer.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/10/2020, article 9

Thème(s) : Risques chroniques, AUTO SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Prescription contrôlée :

L'auto-surveillance des rejets d'eaux dans les milieux récepteurs par l'exploitant porte sur les valeurs limites d'émissions sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations et selon les fréquences récapitulées dans le tableau suivant. Cette auto-surveillance peut être réalisée au niveau du laboratoire du site par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer devant permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Point de rejet	N°1	
Paramètres	Type de suivi (ponctuel, moyen 24h, ...)	Fréquence
Débit et pH	Continu	En continu
T°, Conductivité	24h	En continu
MES, Sulfates, Fer, Manganèse	24h	1 fois par jour
Aluminium, Cobalt, Zinc, Nickel	24h	1 fois par semaine
DCO, Hydrocarbures totaux	24h	1 fois par mois

Point de rejet	N°2	
Paramètres	Type de suivi (ponctuel, moyen 24h, ...)	Fréquence
Débit et pH	Continu	En continu
T°, Conductivité	24h	En continu
MES, Sulfates, Aluminium, Fer, Manganèse	24h	1 fois par mois

[...]

En cas de dépassement sur un paramètre des valeurs définies à l'article 4.3.11. de l'arrêté préfectoral du 3 août 2018, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures

<p>préfectoral du 3 août 2018, l'exploitant analyse le dépassement, met en œuvre les mesures correctives nécessaires et en avertit l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit l'auto-surveillance journalières des eaux rejetées. La fréquence de suivi est respectée pour les paramètres suivis en continu et de façon journalière. Le paramètre Aluminium est également suivi de façon journalière. Les paramètres Cobalt, Zinc et Nickel sont suivis de façon hebdomadaire comme prévu.</p> <p>Les paramètres DCO et hydrocarbures sont suivis mensuellement. La valeur pour la DCO est de 5 pour l'ensemble de l'année. L'exploitant précise que cette valeur est le seuil de détection pour ce paramètre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la valeur seuil de détection à 5 mg/l pour le paramètre DCO.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 12 : Émissions diffuses et envols de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 3.1.4.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Émissions diffuses et envols de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos,...) et les installations de traitement, manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Les engins de foration des trous pour les tirs de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage efficace et entretenu en bon état.</p> <p>L'installation de transit des matériaux (reprise des produits, transferts) devra être conçue pour réduire au maximum les émissions de poussières.</p> <p>Les chantiers et stocks de matériaux susceptibles d'être à l'origine d'émission de poussières sont arrosés autant que nécessaire, et notamment en période de sécheresse afin qu'ils ne soient pas à l'origine d'émission de poussières.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la chute des matériaux en bout de convoyeur en vue du stockage des stériles sur la verse du Sabès engendre des envols importants de poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour que ce stockage de stériles ne soit pas à l'origine de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage. L'exploitant doit transmettre un plan d'action visant à réduire les envols de poussières sur cette verse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>